












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et curative des équipements
et matériels de cuisine avec fourniture de pièces
détachées pour les membres du groupement de
commandes**

**GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS
RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER
17019 LA ROCHELLE CEDEX**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Maintenances préventive et curative des équipements et matériels de cuisine avec fourniture de pièces détachées pour les membres du groupement de commandes
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	12 mois reconductible 3 fois 12 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction.....	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
5.3 - Clause de sauvegarde	7
6 - Garanties Financières.....	7
7 - Avance.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 Modalités de réception.....	8
8.3 - Présentation des demandes de paiement	8
8.4 - Délai global de paiement	9
8.5 - Paiement des cotraitants	10
8.6 - Paiement des sous-traitants	10
9 - Conditions d'exécution des prestations et délai d'intervention.....	10
9.1 - Maintenance préventive	10
9.2 - Maintenance curative	11
10 - Développement durable.....	11
11 - Constatation de l'exécution des prestations	11
11.1 - Vérifications	11
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
13 - Pénalités	12
13.1 - Pénalités de retard	12
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	12
14 - Assurances.....	12
15 - Clause de réexamen	12
16 - Résiliation du contrat.....	13
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
17 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la prestation de maintenances préventive et curative des équipements et matériels de cuisine avec fourniture des pièces détachées pour les membres du groupement de commandes suivants :

- ☒ Les Hôpitaux de la Rochelle - Ré - Aunis
- ☒ Centre Hospitalier de Marennes
- ☒ EHPAD Val de Gères de Surgères

La description des différentes prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

- Les Hôpitaux de la Rochelle-Ré-Aunis et ses différents sites :
 - ✓ Hôpital Saint-Louis (Rue du Docteur Schweitzer à LA ROCHELLE)
 - ✓ Hôpital Marius Lacroix (208 avenue Marius Lacroix à LA ROCHELLE)
 - ✓ Hôpital de Saint-Martin (53 rue de l'Hôpital à ST MARTIN DE RE)
 - ✓ Centre de Soins Pour Personnes Agées (Le Fief de la Mare, rue du Moulin des Justices à PUILBOREAU)
 - ✓ Etablissement et Service d'Aide par le Travail (Le Treuil Moulinier, rue du Moulin des Justices à LA ROCHELLE)
 - ✓ Centre de Soins de Suite Château de Marlonges (5 rue de la Grosse Motte à CHAMBON)
 - ✓ Crèche (rue de Beauregard à LA ROCHELLE)
- Centre Hospitalier de Marennes
- EHPAD Val de Gères

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

- Lot n°1 : Maintenances préventive et curative des équipements et matériels installés en Cuisine Centrale (hors matériel d'operculage), des matériels de selfs et des chariots de distribution des repas pour les sites des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, du Centre Hospitalier de Marennes et de l'EHPAD Val de Gères de Surgères.

- Lot n°2 : Maintenances préventive et curative des matériels d'operculage installés en Cuisine Centrale pour le site St Louis des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent accord-cadre est conclu pour les montants suivants sur toute la durée du marché (reconductions comprises) :

- Lot 1 : **Sans montant minimum et un montant maximum de 1 440 000 € HT réparti comme suit :**
 - Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis : 1 200 000 € HT
 - Centre Hospitalier de Marennes : 80 000 € HT
 - EHPAD Surgères : 160 000 € HT
- Lot 2 : **Sans montant minimum et un montant maximum de 480 000 € HT sur toute la durée du marché (reconductions comprises)**

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- La désignation des fournitures commandées
- La quantité commandée et prix du marché

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le catalogue des prix du fournisseur
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **12 mois**.

L'accord-cadre est conclu **à compter de la date de début d'exécution prévue le 22/01/2026** ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure au 22/01/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**. La durée de chaque période de reconduction **est de 12 mois**. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur **au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre**. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents : au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison sur les différents sites.

Le prix sera indiqué hors taxe puis toutes taxes comprises, le taux légal de la TVA devra être indiqué à part.

Pour la maintenance préventive, le marché sera traité à **prix global et forfaitaire** : il intégrera la main d'œuvre, le déplacement, le remplacement des pièces prévues dans le programme de révision constructeur ainsi que toutes charges imputables au titulaire.

Pour la maintenance curative effectuée les jours ouvrables (du lundi au samedi) entre 08h00 et 18h00, le marché est traité à prix global et forfaitaire incluant la main d'œuvre et le déplacement.

Pour la maintenance curative effectuée le dimanche, les jours fériés et les jours ouvrables (du lundi au samedi) aux heures comprises entre 18h00 et 08h00, le marché est traité à prix unitaires incluant la main d'œuvre et les frais de déplacement. Les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Pour la fourniture des pièces détachées, les prix sont des prix unitaires remisés par rapport aux prix figurant aux catalogues du prestataire et du fournisseur hors pièces de révision constructeur (celles-ci étant prévues dans le forfait de la maintenance préventive).

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 12/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse, à l'issue de la première année d'exécution du marché, puis à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

A l'issue de cette première année, **et au moins 90 jours avant la date anniversaire du marché**, le candidat pourra proposer, par courrier recommandé avec accusé réception une révision des prix calculée pour la nouvelle période d'exécution du marché.

Au-delà de ces 90 jours, les prix seront réputés fermes pour l'année d'exécution suivante.

Cette proposition de révision doit impérativement être adressée à La Direction des Achats du Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (établissement support du GHT Atlantique 17).

Pour ce faire, le titulaire utilisera obligatoirement le bordereau de prix (annexe 1 de l'acte d'engagement) sur lequel il avait initialement porté son offre de prix. Ce nouveau bordereau devra mentionner les prix d'origine, puis pour chaque révision une colonne sera rajoutée mentionnant la période de validité des nouveaux prix et sa proposition de prix unitaires et forfaitaires révisés. Par ailleurs, tous les éléments nécessaires à la vérification de ces nouveaux tarifs seront fournis par le titulaire.

Les prix sont révisés par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$P = P_0 \times (0,40 \times (I_{\text{main-d'œuvre}} / I_{0\text{main-d'œuvre}}) + 0,60 \times (I_{\text{équipements}} / I_{0\text{équipements}}))$$

Où :

P : Prix révisé à la date t (nouveau prix à appliquer).

P₀ : Prix initial du marché (prix à la signature du contrat).

I_{main-d'œuvre} : dernier indice connu de main-d'œuvre technique (ex. ICHTrev-TS)

I_{0main-d'œuvre} : indice de main-d'œuvre à la date de notification du marché

I_{équipements} : : dernier indice connu des équipements professionnels de restauration (ex. INSEE CPF 28.29.12)

I_{0équipements} : indice équipements à la date de notification du marché

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

5.3 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une augmentation des prix supérieure ou égale à 2% par rapport aux derniers prix en vigueur, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en fonction du contexte économique tout au long du marché, cette clause pourra être revue et négociée entre les parties.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 Modalités de réception

La rémunération correspondant à la maintenance préventive et curative forfaitaire des matériels sera payable **trimestriellement, à terme échu**, après exécution de la prestation par le titulaire.

Le titulaire établira une facture chaque trimestre. Chaque facture rappellera les références du marché et indiquera la période d'exécution ainsi que les prestations effectuées.

La rémunération curative correspondant aux interventions effectuées le dimanche, les jours fériés et les jours ouvrables (du lundi au samedi) aux heures comprises entre 18h00 et 8h00, de même que la fourniture des pièces détachées fera l'objet d'un bon de commande signé de La Direction des Achats.

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- **Pour Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n° 200 047 835 00018)**
 - ↪ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service et le numéro de la commande sont obligatoires pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande: EQUIP
 - ↪ **Pour les factures émanant d'établissements publics**, nous vous invitons à les déposer sur le code service « FACTURES PUBLIQUES »
 - ↪ **Pour les factures non issues de commandes**
 - et à destination de la Direction des Achats (DALT) doivent être déposées sur le code service « DEESSCDE »
- **Pour le Centre Hospitalier de Marennes (Siret n° 261 700 306 00069)**
 - ↪ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : ECO / ATEL / PHAR / PAIE/ SINFO
 - ↪ **Pour les factures émanant d'établissements publics**, nous vous invitons à les déposer sur le code service « FACTURES PUBLIQUES »
 - ↪ **Pour les factures non issues de commandes**
 - et à destination de la Direction des Achats doivent être déposées sur le code SERVICE ECO
- **Pour l'EHPAD de Surgères (Siret n° 261 700 389 00016)**
 - ↪ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande).

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de :

- **50 jours** à compter de la date de mise en ligne sur le site CHORUS PRO par les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis et le CH de Marennes qui constitue le point de départ du délai de paiement.
- **30 jours** à compter de la date de mise en ligne sur le site CHORUS PRO par l'EHPAD de Surgères, qui constitue le point de départ du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations et délai d'intervention

L'opérateur économique est incité, lorsqu'il en a la possibilité, à profiter d'une intervention (curative ou préventive) pour effectuer une intervention d'un autre type (curatif ou préventif). Il s'engage dès lors à ne pas facturer deux frais de déplacement. Cette démarche s'inscrit dans une démarche globale de respect de l'environnement et de limitation des émissions de gaz à effet de serre, en visant à limiter les déplacements des opérateurs intervenants sur site.

Dans tous les cas, une panne induisant l'arrêt d'au moins 25 % d'une famille d'équipements sera considérée comme urgente.

9.1 - Maintenance préventive

L'entreprise s'engage à effectuer les travaux d'entretien préventif, à des dates périodiques fixées et compilées dans un calendrier annuel communiqué pour validation à l'ingénieur restauration. Elle doit suivre les recommandations constructeurs et maintenir les garanties constructeurs.

La durée de la journée de maintenance préventive est fixée à 7h effectives.

- Lot 1 :

Le nombre de jours consacrés à la réalisation de la maintenance préventive par site est fixé à minima tel que ci-après :

- 55 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour la cuisine centrale de La Rochelle + Self Saint-Louis + Office de Direction
- 3 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site de Marlonges
- 8 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site de Saint Martin de Ré
- 12 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site de Surgères
- 2 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site de l'Internat Maubec
- 2 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site du Fief de la Mare - ESAT
- 3 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site du Fief de la Mare - Long Séjour
- 3 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site du Self Marius LACROIX + Office des Pertuis
- 2 jours cumulés répartis sur l'année contractuelle pour le site de la Crèche Hospitalière « L'île aux enfants »

Ces nombres de jours de maintenance préventive s'entendent point de départ de toute intervention curative.

- Lot 2 :

Le nombre de jours nécessaires à la maintenance préventive des équipements définis dans le lot 2 est laissé à la libre appréciation des candidats.

Toutefois, le titulaire indiquera clairement dans son offre le détail de la maintenance préventive annuelle qu'il mettra en œuvre pour chacun des équipements dudit lot. Ce détail sera reporté sur le Bordereau des prix.

9.2 - Maintenance curative

Outre la **prise en compte** dans les délais indiqués ci-dessous, il est demandé **une intervention** dans les 5 jours ouvrables suivants l'appel pour les pannes non-urgentes.

Les pièces remplacées le seront avec du matériel identique ou de qualité supérieure mais systématiquement par des pièces d'origine constructeur. A chaque facturation, le titulaire devra fournir une copie de la facture fournisseur des pièces remplacées.

Les pannes sont divisées en deux catégories :

- ✓ **Très urgent** : intervention sous **quatre heures** après appel téléphonique du référent nommé par le responsable de la restauration du Groupe Hospitalier, confirmé par mail les jours ouvrables et jours fériés.
 - Panne entraînant de grosses perturbations dans la production ou le fonctionnement de la cuisine.
 - Panne sur installation ou appareil frigorifique avec conservation de denrées périssables.
 - Fuites à partir du raccordement de l'appareil.
 - Panne sur installation ou appareil présentant un danger pour les biens et les personnes et qui ne peuvent être isolés par le Groupe Hospitalier.
 - Panne pouvant entraîner l'arrêt total de la production d'un secteur.
- ✓ **Urgent** : prise en compte sous **vingt-quatre heures** après appel téléphonique du référent nommé par le responsable de la restauration du Groupe Hospitalier, confirmé par mail, les jours ouvrables et jours fériés.

L'urgence sera définie lors de l'appel par le référent nommé par le responsable de la restauration du Groupe Hospitalier.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt l'application de pénalités selon l'article 13 du présent CCAP.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, à compter de la demande d'intervention du responsable des cuisines qui sera effectuée par appel téléphonique et confirmée par mail.

En cas de dépassement des délais d'intervention fixés dans l'article 9 du présent CCAP et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 100 € HT par heure de retard pour les interventions très urgentes.
- 50 € HT par heure de retard pour les interventions urgentes.

La pénalité de retard d'intervention en curatif sera prélevée sous forme de réfaction sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire du marché.

L'application ou la non-application de ces pénalités est laissée à l'appréciation du Groupe Hospitalier/CH/EHPAD.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat et/ou par la réglementation en vigueur	Journalière	100,00 €	Non-remise dans les délais des documents, compte-rendu d'intervention, Attestations sociales et fiscales

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

- Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R. 2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

- Suivant les dispositions de l'Article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

- Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivant :

- Les Hôpitaux de la Rochelle - Ré - Aunis (Etablissement support)
- Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services